

RAPPORT 2014 SUR LES DROITS DE L'HOMME – ALGÉRIE

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

L'Algérie est une république pluripartite dont le chef d'État et de gouvernement (le président) est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans. Le président détient l'autorité constitutionnelle de nommer et de révoquer les membres du gouvernement et le Premier ministre. Il n'existe pas de limite au nombre des mandats présidentiels et le président Abdelaziz Bouteflika est au pouvoir depuis 1999, les électeurs l'ayant réélu au cours des élections présidentielles du 17 avril. Les observateurs étrangers ont décrit le scrutin comme ayant été essentiellement pacifique tout en signalant toutefois le faible taux de participation électorale et la proportion élevée de bulletins nuls. Les élections législatives de 2012 n'ont pas donné lieu à des changements considérables dans la composition du gouvernement. Les autorités ont dans l'ensemble conservé un contrôle efficace des forces de sécurité.

Les trois problèmes persistants les plus notables en matière de droits de l'homme étaient les limites à la liberté de réunion et d'association, le manque d'indépendance et d'impartialité du pouvoir judiciaire ainsi qu'un recours abusif à la détention préventive.

Au nombre des autres préoccupations relatives aux droits de l'homme figuraient un recours à la force excessif par la force de police, dont des allégations de torture, des limites à l'aptitude des citoyens à changer de gouvernement, une corruption omniprésente et des rapports faisant état d'une transparence limitée au niveau gouvernemental. En outre, les personnes handicapées, les personnes vivant avec le VIH-sida ainsi que les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres (LGBT) ont été victimes de la discrimination de la société. Les femmes étaient exposées aux violences et à la discrimination et quelques cas de maltraitance à l'encontre des enfants ont été rapportés. De plus, les autorités publiques ont continué d'imposer des restrictions aux droits des travailleurs et n'ont pas activement lutté contre les situations de travail forcé.

Les pouvoirs publics n'ont pris aucune mesure pour enquêter sur les responsables des forces de sécurité et d'autres secteurs du gouvernement qui ont commis des violations ni pour les traduire en justice et les punir. L'impunité dont ont bénéficié de hauts fonctionnaires des forces de police et de sécurité est demeurée un problème et les pouvoirs publics ont rarement communiqué sur les mesures prises à l'encontre de hauts fonctionnaires accusés de méfaits.

Les abus commis par les forces paramilitaires illégales sont restés un problème notable. Les groupes terroristes ont commis plusieurs attentats contre des civils et des hauts fonctionnaires du gouvernement et ont ciblé des personnels militaires en particulier.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, y compris le droit de vivre à l'abri des atteintes suivantes :

a. Privation arbitraire ou illégale de la vie

Des personnels militaires se sont affrontés à des terroristes apparentés à plusieurs groupes, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et ses entités affiliées, le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) et Al-Mourabitoune. Le site web du ministère de la Défense a rapporté qu'à la mi-décembre, des services militaires avaient effectué des raids sur leurs bastions et tué environ 95 personnes durant des échanges de tirs. Voir également la section 1.g.

Les terroristes ont continué d'agir dans le pays et commis des attentats ciblant de hauts fonctionnaires du gouvernement et des personnels de sécurité. L'attentat le plus meurtrier s'est produit le 19 avril lorsqu'un groupe d'hommes armés ont pris en embuscade un convoi militaire à Tizi Ouzou, tuant 11 soldats. L'AQIM a revendiqué l'attentat.

b. Disparitions

Au mois de mai, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a présenté au gouvernement 17 cas de disparitions forcées ou involontaires. Tous ces cas remontaient à la période entre 1994 et 1996 et les personnes disparues auraient été aperçues pour la dernière fois dans une installation de sécurité ou en présence de responsables de sécurité.

Des personnes armées se sont livrées à des exactions à l'encontre de civils, perpétrant des enlèvements, mettant en place de faux points de contrôle et extorquant des fonds, en particulier à l'est d'Alger et dans la partie sud du pays. Dans la province de Tizi Ouzou, les enlèvements sont demeurés un problème. Des militants ont affirmé que des groupes armés ont enlevé 82 personnes depuis 2004 et que les responsables n'avaient toujours pas été punis. Aucun chiffre en rapport avec la totalité des versements de rançon n'était disponible car les pouvoirs publics

pratiquaient une politique stricte interdisant toute concession au regard de particuliers ou de groupes retenant des Algériens comme otages.

c. Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

La loi interdit la torture mais les organisations non gouvernementales (ONG) et les militants locaux de défense des droits de l'homme ont allégué que les responsables du gouvernement avaient parfois recours à la torture et à des sévices pour obtenir des aveux. Les agents de l'État sont passibles de peines de 10 à 20 ans de prison pour de tels actes mais aucune condamnation n'a été prononcée durant l'année. Aucun cas de poursuites judiciaires à l'encontre de hauts responsables civils ou de hauts fonctionnaires des forces de sécurité militaire n'a été rapporté. Le gouvernement maintient des listes à usage interne qui dénombrent les poursuites engagées et les condamnations prononcées à l'encontre de hauts responsables de la sécurité. Les ONG locales et internationales ont affirmé que l'impunité constituait un problème.

Le 18 mai, les autorités ont arrêté deux agents de police accusés d'avoir violé une jeune femme dans un commissariat de police. La femme a déclaré que les agents l'avaient menacée de la mettre en prison ainsi que son ami pour consommation dans un lieu public de boissons alcoolisées se trouvant à bord de leur véhicule si elle refusait d'avoir des relations sexuelles avec eux. Après avoir été mis en liberté, la femme et son ami se sont rendus dans un autre commissariat de police et ont déposé plainte. Les autorités ont prélevé des spécimens d'ADN qui ont confirmé le viol avant d'arrêter les deux agents. En octobre, la police n'avait pas fourni de commentaires sur l'état d'avancement des chefs d'accusation portés contre les agents.

Le 11 juin, les forces de sécurité ont détenu Bedjah El Hadj Ahmed Ali, un jeune homme appartenant à la communauté mozabite de Ghardaïa, pour avoir prétendument agressé un gendarme. Selon plusieurs sources, munies de photos à l'appui, les gardiens de prison de Ghardaïa ont battu ce jeune homme à l'aide de leurs poings, de leurs pieds et de matraques tandis qu'il avait les mains liées derrière le dos. Il n'a été fait état d'aucune accusation portée contre les agresseurs présumés.

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions de vie dans les prisons et centres de détention étaient dans l'ensemble conformes aux normes internationales.

Un décret présidentiel pris en septembre 2013 a dissous le service central de la police judiciaire relevant du Département du renseignement et de la sécurité (DRS), le privant désormais de son autorité de détenir des particuliers et de les retenir dans des installations de détention séparées. Toutefois, au mois de juin, un décret présidentiel a rétabli cette autorité et habilité cet organe à gérer les installations carcérales.

Conditions matérielles : Selon les dernières statistiques publiées en novembre 2013, la Direction générale de l'Administration pénitentiaire et de la Réinsertion sociale (DGAPR), qui relève du ministère de la Justice, comptait environ 65 000 prisonniers dans 142 prisons et établissements carcéraux. En particulier, les pouvoirs publics ont employé deux établissements pour y détenir les prisonniers âgés de 27 ans ou moins. Au total, 75 % de la population carcérale étaient âgés de moins de 30 ans le jour de leur entrée en prison. La DGAPR recensait diverses catégories de prisons qui répartissaient les prisonniers entre plusieurs établissements en fonction de la durée totale de leur peine. Plusieurs établissements carcéraux auraient fonctionné à 200 %, voire 300 % de leur capacité. Certains observateurs, dont des responsables des droits de l'homme nommés par l'État, attribuaient le surpeuplement carcéral dans les établissements de détention provisoire à « un recours excessif » à la détention provisoire.

Les hommes et les femmes étaient généralement incarcérés séparément, les conditions d'incarcération étant, selon les rapports, meilleures pour les femmes que pour les hommes. Les mineurs et les adultes étaient détenus séparément. Contrairement à la pratique observée en 2013, les autorités ont dans l'ensemble transféré en prison les détenus provisoires après les avoir déférés au parquet et ne les ont pas retenus dans des locaux de détention séparés à l'intérieur des commissariats de police. Certaines personnes ayant été détenues dans les locaux du DRS avant le décret de septembre 2013 ont rapporté avoir subi des sévices infligés par les agents des services de sécurité, mais il n'existait pas de preuves indiquant que les conditions matérielles étaient considérablement plus mauvaises dans ces établissements que dans les prisons ordinaires.

Les prisonniers recevaient une ration alimentaire quotidienne correspondant à 80 dinars (DZD) (1 dollar des États-Unis, ou dollars É.-U.). Les gardiens de prison auraient reçu 100 DZD (1,25 dollars É.-U.) pour leurs besoins alimentaires. Un grand nombre de prisonniers poursuivaient leurs études durant leur séjour en prison. En juillet, 3 596 détenus ont été admis aux examens d'équivalence des collèges et lycées.

Administration : La loi autorisait la substitution de travaux d'intérêt général aux peines de prison pour les délinquants primaires non violents passibles de trois ans de prison ou moins. Il n'existait pas de médiateur intervenant au nom des prisonniers ou des détenus. Les prisonniers pouvaient déposer des plaintes non censurées à l'administration pénitentiaire, aux médecins et à leur juge. Le nombre des plaintes ou demandes effectivement admises n'est pas connu avec certitude. Les autorités ont permis aux proches de visiter chaque semaine les prisonniers dans les établissements ordinaires et de leur fournir des vêtements et de la nourriture mais le fait que ceux-ci soient souvent placés dans des prisons très éloignées de leur famille a découragé les visites. Dans la plupart des prisons, les téléphones en panne ont rendu la situation encore plus difficile pour les prisonniers désireux de maintenir un contact régulier avec leurs proches. Les jours fériés musulmans étaient observés dans toutes les prisons ; les autorités ont permis aux prisonniers, y compris les détenus chrétiens, de participer aux événements religieux et leur ont aménagé un endroit pour prier et y recevoir leurs représentants confessionnels respectifs.

Surveillance par des organisations indépendantes : Si le gouvernement a autorisé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et des observateurs locaux des droits de l'homme à effectuer des visites dans les centres de détention et les prisons ordinaires, il leur a refusé l'accès aux centres de détention militaires. En 2013, le CICR a effectué 35 visites auprès de plus de 18 100 détenus dans 29 établissements différents. Les délégués du CICR ont ciblé leur attention sur les détenus vulnérables, dont les étrangers, les femmes, les mineurs et les personnes détenues pour des raisons de sécurité.

Améliorations : Les autorités ont amélioré les conditions dans les prisons afin de se conformer aux normes internationales. La tenue des dossiers a connu une amélioration depuis 2013, lorsque la DGAPR a informatisé cette fonction. Depuis 2012, le gouvernement a construit 13 prisons modernes et fourni des matériels supplémentaires tels que des couvertures et des matelas ininflammables. La DGAPR a amélioré la prestation des services médicaux durant l'année en employant des personnels de santé dans toutes les prisons.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

Le recours excessif à la détention provisoire a continué de constituer un problème. Les autorités ont détenu des personnes soupçonnées de terrorisme dans des établissements administrés par le DRS. Les forces de sécurité ont fréquemment

détenu des personnes s'adonnant à des activités contraires à l'ordre public, notamment les manifestations, les grèves ou les émeutes. Les personnes arrêtées ont rapporté que les autorités les avaient détenues pendant des périodes allant de quatre à huit heures avant de les libérer sans les avoir inculpées.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La responsabilité générale du maintien de l'ordre public est partagée entre les 130 000 membres de la Gendarmerie nationale, qui exercent des fonctions de police hors des zones urbaines et relèvent du ministère de la Défense nationale, et les quelque 200 000 membres de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), force de police nationale, relevant du ministère de l'Intérieur. Le DRS relève du ministère de la Défense nationale et ses diverses unités sont chargées de fonctions d'application de la loi ayant trait spécifiquement au terrorisme et à la sécurité nationale.

L'impunité est restée un problème. La loi prévoit des mécanismes pour enquêter sur les abus et la corruption mais le gouvernement n'a pas fourni d'informations publiques sur les mesures disciplinaires ou judiciaires appliquées aux personnels de la police, des forces armées ou des autres services de sécurité, en invoquant des préoccupations relatives au moral et à la sécurité.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

En vertu de la loi, la police doit obtenir une citation à comparaître du bureau du procureur pour exiger qu'un suspect se présente dans un commissariat de police pour y subir un interrogatoire préliminaire, mais cette exigence n'a pas été systématiquement respectée. Les autorités ont également recouru aux citations et assignations pour notifier les personnes accusées ou les victimes de leur obligation de comparaître à un procès ou d'assister à une audience. Les agents de police peuvent procéder à des arrestations sans mandat s'ils sont témoins d'une infraction. Les avocats ont indiqué que, dans l'ensemble, les autorités observaient convenablement les procédures relatives aux mandats, citations et assignations.

La Constitution stipule que les autorités sont habilitées à retenir un suspect en garde à vue jusqu'à 48 heures sans inculpation. Si elle a besoin de plus de temps pour réunir des preuves supplémentaires, la police peut demander au procureur de prolonger la garde à vue jusqu'à 72 heures. Les autorités sont également habilitées à détenir des personnes soupçonnées de terrorisme pour des actes commis sur le territoire national ou à l'étranger ou pour des actes de subversion pendant 12 jours

sans inculpation et sans avoir accès à un avocat. Les aveux et les déclarations recueillis durant la période précitée – qui peut être reconduite sur requête d'un procureur au juge – sont admissibles durant un procès. La première comparution d'un suspect devant un tribunal n'est pas publique dans les affaires de terrorisme. À la fin de la détention de 12 jours, le détenu a le droit de demander un examen médical fait par un médecin de son choix dans la juridiction du tribunal, faute d'un tel choix, la police judiciaire nomme un médecin. Le certificat médical est versé au dossier du détenu.

Il n'existe pas de système de mise en liberté sous caution. Dans les affaires non criminelles et dans celles des individus associés à des actes de terrorisme qui ont dépassé la période de 12 jours et les prorogations autorisées, les suspects étaient souvent remis en liberté conditionnelle sous le régime dit du « contrôle judiciaire » dans l'attente de leur procès. Sous ce régime, les suspects sont tenus de se présenter périodiquement au commissariat de police de leur district et de résider à une adresse convenue ; il leur est interdit de se rendre à l'étranger jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue dans l'affaire.

Les juges ont rarement refusé les demandes émises par un procureur de prolonger la détention préventive, refus qui peut faire l'objet d'un appel. Si la détention est annulée, le détenu peut demander à être indemnisé.

La plupart des détenus ont accès dans de brefs délais à un avocat de leur choix et, pour les économiquement faibles, un avocat est commis d'office. Les autorités ont détenu quelques personnes au secret, les privant d'accès à leurs proches ou leur avocat, leur infligeant selon les allégations des sévices physiques et psychologiques.

Arrestations arbitraires : Bien que la loi interdise les arrestations et les détentions arbitraires, les autorités ont parfois tiré parti d'imprécisions dans le libellé des dispositions pour arrêter et placer en détention des personnes considérées comme troublant l'ordre public. Tant Amnesty International que le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté d'expression ont critiqué la loi interdisant les rassemblements non autorisés et ont demandé à ce que la loi soit amendée pour n'exiger qu'une notification au lieu d'une demande d'autorisation. Ces observateurs, parmi d'autres, ont signalé que cette loi constituait une source importante d'arrestations arbitraires ayant pour objet de supprimer l'expression des militants. La police a arrêté des manifestants à Alger et autre part dans le pays durant l'année pour avoir violé la loi contre les rassemblements publics non enregistrés. Au cours des mois précédant les élections présidentielles d'avril, des

sources médiatiques ont publié plusieurs articles selon lesquels la police aurait arrêté des manifestants qui protestaient contre la candidature du président Bouteflika à un quatrième mandat. La police a dans l'ensemble libéré ces personnes plusieurs heures après leur arrestation ou le lendemain. Le 1^{er} mars, la police a arrêté Zineb Benzita, journaliste à la chaîne de télévision Echourouk TV, devant l'université Benyoucef-Benkhedda pour sa présence lors d'un rassemblement de protestation contre la candidature du président Bouteflika. Benzita a maintenu qu'il ne participait pas au rassemblement mais qu'il ne faisait qu'un reportage à ce sujet. Les autorités ont également interpellé plusieurs autres journalistes.

Le 16 avril à Alger, la police a arrêté Mohand Kadi et son ami tunisien Moez Benncir durant un sit-in organisé par le mouvement Barakat (Ça suffit), nouvelle formation de l'opposition. Kadi était membre du Rassemblement Actions Jeunesse (RAJ), un mouvement social de jeunes militants. Malgré des témoignages affirmant que ces deux hommes ne participaient pas au rassemblement mais se trouvaient en fait dans un café proche des lieux, les autorités les ont inculpé pour rassemblement illégal. Le 18 mai, un tribunal a condamné les deux hommes à une peine de six mois d'emprisonnement avec sursis et les a libérés le lendemain à l'issue de 33 jours de détention.

Le 10 juin, un tribunal de Ghardaïa a condamné Youcef Ouled Dada, un particulier, pour « atteinte à l'intérêt national » et « outrage à corps constitué ». Le juge a frappé ce dernier d'une amende de 100 000 DZD (1 250 dollars É.-U.) et d'une peine de deux ans d'emprisonnement pour avoir diffusé une vidéo sur Facebook montrant trois agents de police se livrant à des pillages durant les troubles à Ghardaïa. Dada a nié avoir tourné la vidéo mais admis l'avoir diffusée sur Facebook. Des organisations locales de défense des droits de l'homme ont lancé plusieurs appels pour qu'il soit mis en liberté.

Détention provisoire : La loi ne confère pas au détenu le droit à une prompt détermination judiciaire de la légalité de sa détention. Les détentions provisoires prolongées ont continué de poser un grave problème. Les personnes placées en détention provisoire constituaient, selon des observateurs, environ 10 % de la population carcérale totale. Amnesty International a allégué que les autorités détenaient parfois des personnes sous des chefs d'accusation en rapport avec la sécurité, et ce au-delà de la période prescrite de 12 jours.

Détention des demandeurs d'asile déboutés ou des apatrides : Les représentants en Algérie du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont rapporté que les autorités acceptaient la documentation pour les réfugiés établie par

cet organisme et n'ont détenu ni expulsé aucune personne en possession de certificats de demandeur d'asile.

Amnistie : En juillet, comme il l'a fait en 2013, le président Bouteflika a gracié 5 000 détenus condamnés pour de simples infractions.

e. Déni de procès équitable et public

Bien que la Constitution garantisse l'indépendance du pouvoir judiciaire, le président exerce le pouvoir judiciaire suprême et l'exécutif a limité l'indépendance judiciaire. Le pouvoir judiciaire n'était pas impartial et était fréquemment sujet au trafic d'influence et à la corruption. La Constitution confère le droit à un procès équitable ; toutefois, les autorités n'ont pas toujours respecté les dispositions juridiques relatives aux droits des prévenus. Le Conseil supérieur de la magistrature est chargé de faire respecter la discipline judiciaire et de nommer tous les juges. Il est présidé par le président Bouteflika.

Le 8 juin, des dizaines de personnes appartenant à diverses organisations de la société civile se sont rassemblées devant la mairie de Laghouat en signe de protestation contre une répartition de logements sociaux par les autorités qu'ils considéraient inéquitable. Ce mouvement a donné lieu à des affrontements entre manifestants et forces de sécurité, causant des dommages matériels. Au cours du procès, plusieurs prévenus ont admis avoir participé au rassemblement mais nié toute participation aux actes de violence. Le 18 juin, lors d'un procès qui s'est déroulé en une journée, un tribunal de Laghouat a condamné 26 des manifestants à une peine d'emprisonnement allant de six mois à deux ans. Human Rights Watch (HRW), une ONG qui suivait l'affaire, a déclaré que le tribunal avait condamné les prévenus sans pour autant confirmer leur participation ou leur identité.

Procédures applicables au déroulement des procès

La Constitution confère le droit à un procès équitable ; toutefois, les autorités n'ont pas toujours respecté les dispositions juridiques relatives aux droits des prévenus. Les prévenus sont présumés innocents et ont le droit d'être présents et de consulter un avocat, commis d'office et rémunéré sur les deniers publics si nécessaire. La plupart des procès sont publics et tous sans jury. Les prévenus peuvent confronter ou interroger les témoins à charge ou présenter des témoins et des preuves pour leur propre défense. Dans le passé, des rapports avaient indiqué que les tribunaux avaient à l'occasion refusé aux prévenus et à leurs avocats l'accès aux éléments de preuve détenus par le gouvernement, mais il y a eu peu de rapports signalant de

tels incidents au cours de l'année. Les prévenus ont le droit de faire appel. Le témoignage des hommes et des femmes est considéré de poids égal en vertu de la loi.

Prisonniers et détenus politiques

Les observateurs internationaux et locaux ont allégué que les autorités ont eu recours aux lois contre le terrorisme et à des lois limitant les rassemblements publics pour détenir des militants politiques.

Lors d'une conférence de presse tenue en avril à la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), les proches des prisonniers incarcérés depuis les années 1990 ont réclamé leur libération, affirmant qu'ils étaient détenus à titre de prisonniers politiques sans procès. Le nombre des prisonniers politiques en détention et le degré de protection dont ils bénéficiaient n'étaient pas connus.

Le gouvernement a maintenu qu'il ne détenait aucun prisonnier politique et de hauts fonctionnaires ont déclaré que les prisonniers politiques précités étaient des particuliers condamnés pour des motifs liés au terrorisme. Le gouvernement a autorisé le CICR à rendre visite aux personnes détenues pour des « raisons de sécurité ».

Le 23 avril, les autorités ont remis en liberté provisoire le blogueur Abdelghani Aloui en attendant son procès. Ce dernier avait été arrêté en septembre 2013 et inculpé d'incitation au terrorisme. Au mois de décembre, aucune date n'avait été fixée pour son procès.

Le 10 août, un grand quotidien de langue arabe a publié un article affirmant que plus de 140 prisonniers qui étaient d'anciens membres du Front islamique du salut, parti politique dissous, demeuraient en prison.

Procédures et recours judiciaires au civil

Le système judiciaire n'était ni impartial ni indépendant dans les procédures civiles et a manqué d'indépendance dans certaines affaires relatives aux droits de l'homme. Certaines décisions ont été influencées par les relations familiales et le statut des parties concernées. Les particuliers peuvent intenter des procès et des procédures administratives liées à l'amnistie peuvent permettre aux victimes ou à leur famille d'obtenir des dommages-intérêts en cas de violation des droits de l'homme et des indemnités pour préjudices allégués.

f. Ingérences arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution interdit de tels actes ; cependant, les autorités gouvernementales ont porté atteinte à certains droits à la vie privée des citoyens. Selon les militants d'organisations de défense des droits de l'homme, le gouvernement a fréquemment surveillé des opposants politiques, des journalistes, des groupes de défense des droits de l'homme et des personnes soupçonnées de terrorisme. Des responsables de la sécurité auraient effectué des perquisitions à domicile sans mandat et des agents de sécurité auraient effectué des visites à domicile sans préavis.

Les dirigeants de partis d'opposition ont déclaré que les autorités ont accédé illégalement à leurs données personnelles et privées et l'appareil médiatique officiel a rendu ces informations publiques (voir également la section 2.a.).

g. Recours à une force excessive et autres abus dans les conflits internes

Exécutions extrajudiciaires : Les services de sécurité ont continué leur campagne contre les terroristes et les organisations criminelles violentes (voir la section 1.a.) demeurant en activité dans le pays.

Le 28 novembre à Touggourt, les affrontements entre de jeunes manifestants réclamant des logements et de l'eau potable et des forces de police anti-émeutes ont causé la mort de trois personnes et fait plus de 30 blessés. Le 29 novembre, le ministre de l'Intérieur Tayeb Belaïz a suspendu le chef de la sous-préfecture de Touggourt ainsi que le chef de la sûreté, qualifiant ces décisions de « mesures préliminaires ». Le gouverneur de la province d'Ouargla, dont Touggourt fait partie, a annoncé le 1^{er} décembre que 3 800 parcelles de terrain seraient distribuées aux habitants de cette province.

Enlèvements : Le 21 septembre, un groupe d'hommes armés se réclamant de Jund al-Khalifa (Soldats du califat), un présumé groupe dissident de l'AQMI ayant fait allégeance à l'État islamique au Levant, a enlevé – puis exécuté deux jours plus tard – le Français Hervé Pierre Gourdel près d'Aïn el-Hammam, à environ 32 km au sud-est de Tizi Ouzou en Kabylie.

Section 2. Respect des libertés individuelles, notamment :

a. Liberté d'expression et liberté de la presse

Bien que la Constitution garantisse la liberté d'expression et la liberté de la presse, les pouvoirs publics ont limité ces droits. Ils ont recouru notamment au harcèlement de leurs détracteurs à l'approche des élections présidentielles, au contrôle des espaces publicitaires et des dispositifs d'imprimerie, à des accusations de diffamation et à des pressions exercées officieusement sur les éditeurs, rédacteurs et journalistes.

Liberté d'expression : Les particuliers n'étaient pas autorisés à critiquer le gouvernement en public. Les autorités ont arrêté et détenu des citoyens pour cet acte, lesquels se sont abstenus d'exprimer toute critique en public. La loi criminalisant les propos tenus au sujet de la conduite des forces de sécurité durant le conflit interne des années 1990 était toujours en vigueur, mais il n'y a pas eu d'arrestations effectuées ou de poursuites engagées au titre de cette loi au cours de l'année. La loi prévoit des peines d'emprisonnement allant jusqu'à trois ans pour tous tracts, prospectus ou dépliants susceptibles de « porter atteinte à l'intérêt national » ou jusqu'à un an pour diffamation ou calomnie à l'encontre du président, du corps législatif, de l'armée ou des institutions publiques. Les responsables du gouvernement ont surveillé les réunions politiques. Les autorités ont invoqué des lois contre la calomnie à l'encontre de responsables gouvernementaux pour limiter les discussions en public.

Durant la campagne présidentielle, les politiciens de l'opposition ont souvent fait l'objet de campagnes de calomnie et de dénigrement de la part de responsables gouvernementaux. Les dirigeants des partis d'opposition ont affirmé que le gouvernement et son appareil médiatique ont publié leurs données personnelles et privées. Des membres du mouvement Barakat ont évoqué des épisodes répétés d'intimidation par les forces de police, de violations de la vie privée et de pressions politiques. Des rapports ont fait état de recours à la force, de passages à tabac et d'arrestations par les forces de sécurité à l'encontre de membres du mouvement arrêtés durant ses rassemblements.

Libertés de la presse : L'Entreprise nationale d'édition et de publicité (ANEP) contrôle la publicité publique pour la presse écrite. Selon l'ONG Reporters sans frontières, les services de publicité privés existent mais relèvent souvent des sociétés entretenant des liens étroits avec le parti politique au pouvoir. Plus de 100 quotidiens dépendaient des messages publicitaires autorisés par l'ANEP pour financer leurs activités.

De nombreux partis politiques, y compris les partis islamistes reconnus, avaient accès à la presse indépendante et y ont eu recours pour exprimer leurs opinions. Les partis d'opposition ont aussi diffusé des informations sur l'Internet et par des communiqués. Les journalistes des médias indépendants ont exprimé leur mécontentement face à l'égard de la quasi-impossibilité de recevoir des informations auprès de responsables d'organismes publics. La presse écrite dépendait des pouvoirs publics pour l'approvisionnement en matériel d'imprimerie et pour son fonctionnement. Durant l'année, huit quotidiens ont cessé leurs activités en raison de leur incapacité à rembourser des prêts contractés auprès de sociétés rattachées au gouvernement.

En avril, l'ANEP a suspendu toute publicité de sociétés et services publics pour les quotidiens *Algérie News* et *Al Djazair News*. Le rédacteur en chef d'*Algérie News*, Massinissa Boudaoud, a déclaré que cette interdiction portant sur le financement de la publicité constituait une mesure de représailles pour l'opposition notoire du quotidien à la candidature du président Bouteflika à un quatrième mandat. En juillet, la Société d'impression d'Alger, agence de presse d'État, a suspendu l'impression de deux quotidiens pour créances impayées.

Les organisations souhaitant produire des publications régulières doivent obtenir l'autorisation du gouvernement. La loi exige que le directeur de la publication soit de nationalité algérienne. De plus, elle interdit aux publications périodiques locales de recevoir des appuis matériels directs ou indirects provenant de sources étrangères. Le rapport annuel 2013 de la Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), une organisation gouvernementale, a indiqué que la discrimination pratiquée à l'encontre de membres des médias privés et l'impossibilité pour les journalistes d'accéder à l'information et de protéger leurs sources constituaient sa principale préoccupation en matière de droits de l'homme (voir également la section 5).

Violence et harcèlement : Le gouvernement n'a pas pris de mesures pour assurer la protection ou l'indépendance des médias. Des responsables gouvernementaux ont arrêté et détenu provisoirement des journalistes. Plusieurs journalistes ont rapporté des agressions et un grand nombre ont invoqué des actes de harcèlement et d'intimidation de la part des autorités en raison de leur activité professionnelle. Les forces de sécurité ont plusieurs fois ciblé des journalistes qui couvraient les manifestations contre la candidature du président Bouteflika à un quatrième mandat.

Le 1^{er} mars, des forces de sécurité ont arrêté le directeur de l'information d'Al-Atlas TV, Hafnaoui Ghoul, pour sa participation à des manifestations pacifiques contre la candidature du président Bouteflika à un quatrième mandat, le libérant toutefois le jour même. Le 11 mars, neuf gendarmes en civil ont effectué un raid au siège social d'Al Atlas et dans des studios à Alger, confisquant des dizaines de caméras vidéo et du matériel de photographie. Le 12 mars, le gouvernement a interrompu les émissions d'Al Atlas TV sans préavis. L'après-midi, des dizaines de gendarmes ont de nouveau investi le siège social de la chaîne, y saisissant des dispositifs d'enregistrement et du matériel informatique, dont des téléphones personnels et des ordinateurs portables appartenant à des journalistes et des techniciens. Le 13 mars, les gendarmes ont de nouveau perquisitionné les lieux, confisqué d'autres matériels électroniques et coupé l'accès à Internet.

Le 17 mars, la police a arrêté Meziane Abane, journaliste à *El Watan Week-end*, et un membre actif du mouvement d'opposition Barakat dans une chambre d'hôtel de Batna, à 483 km à l'est d'Alger. Ce journaliste avait apparemment l'intention de faire un reportage sur la colère populaire régnant dans la région à la suite des propos du directeur de campagne du président Bouteflika, Abdelmalek Sellal, qui se serait moqué des origines berbères d'un habitant de la région. La police a libéré Abane le lendemain.

Censure ou restrictions relatives au contenu : Quelques grands médias ont fait l'objet de mesures de représailles directes et indirectes pour avoir critiqué le gouvernement.

Al Atlas TV a enregistré des émissions dans le pays mais a transmis à partir de la Jordanie. Le ministère de la Communication a délivré une licence temporaire à cette société en 2013 pour qu'elle fonctionne de la sorte. Selon les avocats de la société, lorsque celle-ci a demandé que cette licence soit renouvelée durant l'année, les autorités ont répondu qu'une telle mesure n'était pas nécessaire car une nouvelle loi sur les médias réglementant les programmes des chaînes de télévision privée serait prochainement promulguée. Le parlement a voté la nouvelle loi en janvier et celle-ci est entrée en vigueur le 23 mars. Au mois de décembre, Al Atlas n'avait pas obtenu d'autorisation de diffusion.

Lois sur la diffamation / Sécurité nationale : Des ONG et des observateurs ont critiqué la loi sur la diffamation en raison de son imprécision et de définitions y figurant qui ne sont pas conformes aux normes reconnues à l'échelle internationale. Aux termes de la loi, est diffamatoire « toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou la considération de la personne à laquelle le fait est

imputé ». La loi n'exige pas que le fait allégué ou imputé soit faux ou que la déclaration en faisant l'objet soit faite dans l'intention de nuire à la réputation d'autrui. La diffamation ne constitue pas un crime mais est passible de sanctions civiles allant de 100 000 DZD à 500 000 DZD (de 1 250 dollars É.-U. à 6 250 dollars É.-U.).

Actions visant à étendre la liberté de la presse

La nouvelle loi promulguée le 23 mars a officiellement ouvert le secteur des médias publics à des sociétés privées et leur a permis d'établir des bureaux. En 2013, le ministère de la Communication a autorisé trois chaînes de télévision privée étrangères (Ennahar, El-Chourouk et El-Djazairia) à ouvrir des bureaux « temporairement » à Alger, ajoutant cependant que cette autorisation pouvait être retirée à tout moment. La nouvelle loi prévoit aussi que le gouvernement conserve le contrôle sur le contenu des diffusions car il régleme les chaînes de télévision spécialisées et générales différemment.

Au mois de septembre, cinq chaînes de télévision privée ont reçu leur licence officielle et l'autorisation d'ouvrir des bureaux à Alger. Au moins 10 autres stations n'étaient pas agréées mais ont continué de fonctionner, de maintenir des bureaux dans la capitale et d'être tolérées par les autorités.

Liberté de l'usage de l'Internet

En général, l'accès à l'Internet ne faisait l'objet d'aucune restriction ; toutefois, le gouvernement surveillait le courrier électronique et les sites des médias sociaux. Les groupes et les particuliers pouvaient exprimer leur opinion sur l'Internet, y compris par courrier électronique. Les services du renseignement ont surveillé de près les activités des militants politiques et des droits de l'homme sur les sites de médias sociaux comme Facebook. Plusieurs militants ont rapporté que la plus légère entorse commise dans une mise à jour sur Facebook pouvait conduire à une arrestation et un interrogatoire.

La loi sur les cybercrimes établit les procédures relatives à l'emploi de données électroniques dans les poursuites judiciaires et définit les responsabilités des fournisseurs de services en matière de coopération avec les autorités. Aux termes de cette loi, les écoutes électroniques peuvent être réalisées pour prévenir la commission d'infractions équivalant à des actes de terrorisme ou de subversion ainsi que d'infractions contre la sécurité de l'État, moyennant une autorisation écrite délivrée par une autorité judiciaire compétente.

Le droit établit que les fournisseurs d'accès à l'Internet sont passibles de sanctions pénales pour le matériel et les sites qu'ils hébergent, en particulier si les contenus sont « incompatibles avec la moralité ou l'opinion publique ». Le ministère de la Justice, le ministère de l'Intérieur et le ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication sont chargés d'exercer un contrôle dans ce domaine. La loi sur les cybercrimes prévoit des peines d'emprisonnement allant de six mois à cinq ans ainsi que des amendes allant de 50 000 DZD à 500 000 DZD (de 625 dollars É.-U. à 6 250 dollars É.-U.) pour tout utilisateur qui contreviendrait à la loi, y compris une obligation de collaborer avec les autorités chargées de l'application de la loi contre les cybercrimes.

En mai 2013, Moussa Benhamadi, alors ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, a déclaré dans un entretien que le pays comptait 11 millions d'utilisateurs de l'Internet au début de l'année 2013. En 2011, il y aurait eu 10 millions d'utilisateurs.

Au cours de la campagne présidentielle d'avril, plusieurs jeunes et humoristes ont utilisé l'Internet et les médias sociaux pour critiquer largement les politiciens. Quelques pages sur Facebook, dont Radio Trottoir, ont recueilli des dizaines de milliers d'adeptes. L'Internet a permis à de nombreux Algériens, surtout les jeunes, de s'exprimer plus ouvertement sur des questions d'intérêt collectif dont la corruption, la pauvreté et le chômage.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Des séminaires et des colloques universitaires se sont déroulés avec une légère ingérence du gouvernement, mais il y a eu des retards dans l'octroi de visas aux participants internationaux et, dans certains cas, les autorités n'ont délivré des visas qu'après la date prévue pour la manifestation.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Bien que la Constitution prévoie la liberté de réunion et d'association, le gouvernement a considérablement limité l'exercice de ces droits.

Liberté de réunion

La Constitution reconnaît le droit de réunion mais le gouvernement a continué de limiter l'exercice de ce droit. L'interdiction des manifestations à Alger est restée en

vigueur. Les autorités ont invoqué cette interdiction pour bannir toute réunion à l'intérieur des limites de la ville et contraint les citoyens et les organisations d'obtenir l'assentiment de l'autorité locale désignée par le gouvernement avant de tenir des réunions publiques. Le gouvernement a rarement autorisé les partis politiques, les ONG et d'autres groupes à tenir des rassemblements en salle ou a retardé l'octroi des autorisations jusqu'à la veille de la manifestation, limitant ainsi les activités de publicité et de mobilisation des organisateurs. Toutefois, il est arrivé que les autorités aient permis le déroulement de manifestations pacifiques mais non autorisées tandis que se poursuivaient les négociations sur les revendications des manifestants.

Au cours des mois précédant les élections présidentielles d'avril, des particuliers ont participé à des dizaines de marches et de rassemblements tenus en signe de protestation contre la candidature du président Bouteflika à un quatrième mandat. Les forces de sécurité ont fréquemment réagi contre ces rassemblements publics en les interrompant. Selon HRW, les autorités ont dépêché des forces de police et arrêté des manifestants afin d'empêcher toute manifestation dans la capitale à l'approche des élections. À trois occasions durant la première semaine de mars, des forces de sécurité de la capitale ont recouru à la force pour disperser des partisans du mouvement Barakat qui exprimaient leur opposition à ce que le président Bouteflika brigue un quatrième mandat.

À Alger et dans d'autres grandes villes, les hôtels ont continué la pratique de longue date consistant à refuser de conclure des contrats de location d'espaces de réunion avec des partis politiques, des ONG et des associations civiles à moins de recevoir une copie de l'autorisation écrite du ministère de l'Intérieur pour la tenue de la réunion en question.

Durant l'année, la police a dispersé des réunions non autorisées ou empêché les manifestants de poursuivre leurs défilés de protestation. En général, la police dispersait les manifestants quelques heures après le début de la manifestation ; elle arrêta également et détenait les organisateurs quelques heures durant. Le 20 avril, des militants du Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie avaient prévu des marches non autorisées dans les provinces de Tizi Ouzou et de Bejaia. Les violents affrontements qui ont opposé la police et les militants ont donné lieu à des blessures chez 75 agents de police et 35 manifestants. Une vidéo diffusée peu après sur YouTube a rendu publics les actes de violence. En réaction, le directeur général de la DGSN, le major-général Abdelghani Hamel, a ordonné une enquête sur un éventuel comportement contraire à l'éthique et inacceptable de la police. Le

ministre de l'Intérieur Tayeb Belaïz a déclaré que cinq agents de police avaient été congédiés pour leur participation aux affrontements.

Le 16 mars, SOS Disparus, une ONG algérienne non autorisée, basée en France, qui rejetait la Charte pour la paix et la réconciliation nationale proposée par le gouvernement, a organisé un rassemblement devant la Maison de la Presse à Alger pour inscrire cette question dans le débat présidentiel à l'approche des élections d'avril. Le motif en était les cas non élucidés de personnes disparues durant le conflit des années 1990, un sujet qui demeurait sensible dans la société algérienne. Le gouvernement n'a pas abordé ce sujet en public.

Le 21 juillet, la province d'Alger a refusé à la Coordination nationale pour les libertés démocratiques et la transition (CNLTD) la permission d'organiser une conférence sur les modèles de transition politique au centre culturel Riyad El Feth de la capitale. Le gouvernement a déclaré que l'autorisation avait été refusée parce que l'espace avait été réservé pour des manifestations culturelles durant le mois du ramadan. Le 24 juillet, des membres de partis politiques et des personnalités en lien avec la CNLTD ont tenté de manifester à partir du bureau de poste central d'Alger jusqu'aux bureaux publics provinciaux en signe de protestation contre le refus d'autoriser leur réunion après la demande qui avait été faite au préalable. Les forces de sécurité ont empêché la manifestation d'avoir lieu. Des partisans brandissant des pancartes qui dénonçaient le gouvernement pour avoir refusé leur demande sont restés devant le bureau de poste pendant 30 minutes avant de se disperser.

Liberté d'association

La Constitution reconnaît le droit de réunion mais le gouvernement a considérablement limité l'exercice de ce droit.

Les multiples exigences de la loi et le manque de cohérence de son application ont opposé des obstacles considérables au développement de la société civile. La loi accorde au gouvernement de larges pouvoirs de supervision des activités quotidiennes des organisations de la société civile et d'influence sur ces activités. Elle exige que les organisations civiles déposent une demande auprès du ministère de l'Intérieur pour obtenir une autorisation de fonctionnement. Une fois inscrites, les organisations doivent informer les autorités de leurs activités, de leurs sources de financement et de leurs personnels ; elles doivent également notifier tout changement de personnel. La loi leur impose également l'obligation d'obtenir une approbation préalable du gouvernement avant d'accepter des fonds étrangers.

Lorsque les organisations ne soumettent pas les informations requises aux autorités, lorsqu'elles tentent de fonctionner avec des fonds étrangers ou les acceptent sans autorisation, elles sont passibles d'amendes allant de 2 000 DZD à 5 000 DZD (de 25 dollars É.-U. à 63 dollars É.-U.) et les responsables d'une peine d'emprisonnement allant jusqu'à six mois. La loi interdit toute formation de parti politique ayant une plateforme religieuse mais certains partis politiques étaient largement connus comme étant des partis islamistes (notamment le Mouvement de la société pour la paix).

La révision de 2012 de la loi sur les associations n'a pas réussi à protéger la liberté d'association conformément aux obligations contractées par le pays au plan international. Aux termes de cette révision, toutes les publications doivent être autorisées au préalable par une autorité de réglementation des médias. Elle limite aussi l'expression et l'accès à l'information dans plusieurs domaines importants comme l'identité nationale, la souveraineté, l'économie et la sécurité nationale.

Le ministère de l'Intérieur peut refuser d'agréer ou décider de dissoudre tout groupe considéré comme une menace à l'autorité du gouvernement ou à l'ordre public et, à quelques occasions, n'a pas octroyé leur licence officielle à des ONG, des associations, des groupes religieux et des partis politiques dans des délais raisonnables. Au mois de décembre, le Rassemblement Actions Jeunesse, une organisation de la société civile fondée en 1992 et consacrée à la mobilisation et à l'autonomisation des jeunes, n'a pas réussi à renouveler sa licence en dépit du fait qu'elle ait présenté toutes les pièces qui lui avaient été exigées.

Le gouvernement accorde des licences et des subventions à des associations nationales, notamment des associations de jeunes, médicales et de quartier. Selon le ministère de l'Intérieur, 93 000 associations locales et nationales étaient inscrites. Sur ce nombre, quelques centaines étaient des ONG nationales indépendantes, crédibles et en fonctionnement.

En raison de ces exigences légales et de la menace que font peser les sanctions pour fonctionnement non autorisé, moins de 30 ONG non agréées fonctionnaient ouvertement à travers le pays. Les ONG non agréées n'ont reçu aucune aide du gouvernement et les citoyens hésitaient parfois à s'associer à leurs activités.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le rapport sur la liberté de religion dans le monde du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/religiousfreedomreport/.

d. Liberté de circulation, personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, protection des réfugiés et personnes apatrides

La Constitution reconnaît la liberté de circulation, mais le gouvernement a restreint l'exercice de ce droit.

Il a généralement coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour apporter protection et assistance aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, aux réfugiés, aux réfugiés de retour au pays, aux demandeurs d'asile, aux apatrides et aux autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Déplacement à l'intérieur du pays : Pour des raisons de sécurité, le gouvernement a restreint les déplacements dans les provinces d'El-Oued et d'Illizi, la première étant proche des installations de l'industrie des hydrocarbures et la seconde de la frontière avec la Lybie. Invoquant la menace de terrorisme, le gouvernement a également empêché le tourisme par la route entre les villes de Djanet et de Tamanrasset dans le sud du pays. Le gouvernement n'a pas permis aux jeunes hommes soumis à la conscription et qui ne s'étaient pas encore acquittés de leurs obligations militaires de quitter le pays sans autorisation spéciale, mais il a accordé cette autorisation aux étudiants et aux personnes en situation familiale spéciale, notamment à celles qui avaient des membres de leur famille établis au Sahara occidental.

Voyages à l'étranger : La loi n'autorise pas les personnes de moins de 18 ans à voyager à l'étranger sans l'autorisation d'un tuteur. Les femmes mariées âgées de moins de 18 ans ne peuvent pas se rendre à l'étranger sans la permission de leur mari, à l'inverse des femmes âgées de plus de 18 ans.

Protection des réfugiés

Le gouvernement a offert une protection à environ 90 000 à 165 000 réfugiés sahraouis ayant quitté le Sahara occidental après la prise de contrôle de ce territoire par le Maroc dans les années 1970. Le HCR, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Croissant-Rouge algérien, le Croissant-Rouge sahraoui et d'autres organisations sont également venus en aide aux réfugiés sahraouis. Ni le gouvernement ni les chefs des réfugiés n'ont autorisé le HCR à enregistrer les réfugiés sahraouis ou à conduire un recensement de cette population. En l'absence d'un enregistrement officiel, le HCR et le PAM ont basé leur prestation d'aide humanitaire sur une prévision de 90 000 réfugiés en situation de plus grande

vulnérabilité, ajoutant à ce nombre 35 000 réfugiés qui avaient également besoin de recevoir des rations alimentaires.

Octroi de l'asile : La loi prévoit dans l'ensemble l'octroi du droit d'asile ou du statut de réfugié mais les pouvoirs publics n'ont pas mis en place un mécanisme officiel permettant aux réfugiés de demander l'asile. Il n'y a pas eu de rapport indiquant que le gouvernement avait accordé l'asile ou le statut de réfugié à de nouveaux réfugiés en ayant fait la demande au cours de l'année. Selon le HCR, le gouvernement n'a pas accordé le statut de réfugié établi par le HCR à des ressortissants venus d'Irak et d'Afrique subsaharienne qui fuyaient un conflit. Les bureaux du HCR à Alger ont rapporté qu'il y aurait eu entre 200 et 300 demandes d'asile par mois, la plupart déposées par des ressortissants d'Afrique subsaharienne venus du Niger, du Mali, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire et de la République démocratique du Congo (RDC). Les personnes qui, selon les critères du HCR, avaient des motifs légitimes de recevoir le statut de réfugié, provenaient principalement de la RDC, de l'Irak et des Territoires palestiniens. Il n'y a eu aucune preuve d'une quelconque discrimination à l'encontre de demandeurs d'asile mais en raison de l'absence d'un mécanisme formel de gestion en la matière, toute évaluation fiable a été difficile.

Au mois de septembre, le gouvernement rapportait que depuis l'éclatement du conflit en Syrie, l'Algérie avait reçu plus de 20 000 réfugiés syriens. Au cours de la même période, le HCR a enregistré environ 3 400 Syriens. Le gouvernement a continué de maintenir des « installations d'accueil » offrant nourriture et abri aux Syriens privés de moyens de subsistance. Ces installations étaient situées dans un centre d'accueil du bord de mer d'Alger, connu sous le nom de Sidi Fredj, mais les autorités n'ont pas permis au HCR d'entrer dans ces locaux.

Depuis l'éclatement de la violence dans le nord du Mali en 2012, des observateurs incluant le CICR et le HCR ont rapporté que des personnes arrivaient en Algérie après avoir traversé la frontière avec le Mali, ce qui n'était pas conforme aux flux habituels de migration. Selon les estimations du HCR, quelque 30 000 migrants se sont fondus dans la population du sud de l'Algérie. Au mois de septembre, un petit camp de réfugiés géré par le Croissant-Rouge algérien près de la ville de Bordj Badj Mokhtar, dans le sud du pays, abritait selon les estimations 250 réfugiés maliens. Toutefois, le HCR n'a pas confirmé ce chiffre car les autorités, invoquant des raisons de sécurité, n'ont autorisé ni le HCR ni la communauté internationale à voir les réfugiés maliens.

Refoulement : Le gouvernement a accordé une certaine protection contre l'expulsion ou le rapatriement de personnes dans un pays où leur vie ou leur liberté pourrait être en danger en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social particulier ou de leurs opinions politiques, notamment les réfugiés sahraouis vers le Sahara occidental ou le Maroc. Pour des raisons de sécurité et à cause de l'instabilité régnant dans le nord du Mali, en février 2012, le gouvernement a cessé d'expulser des ressortissants d'Afrique subsaharienne. Le HCR a rapporté que des migrants continuaient d'être la cible d'éventuelles arrestations mais le gouvernement n'a pas eu recours au refoulement.

Emploi : Les réfugiés dépendaient largement des transferts d'argent provenant de leur famille, du soutien de familles et connaissances dans le pays et de l'aide fournie par le Croissant-Rouge algérien et par les organisations d'aide internationale. Le gouvernement n'a pas accordé officiellement aux réfugiés un permis de travail même si bon nombre d'entre eux travaillaient clandestinement et risquaient d'être exploités sur le marché du travail en raison de leur situation irrégulière au regard de la loi.

Accès aux services de base : Les réfugiés sahraouis vivaient principalement dans cinq camps à proximité de la ville de Tindouf, administrés par le Front populaire pour la libération de la Saguía el-Hamra et du Río de Oro (Front Polisario). Le Front Polisario, le HCR et les ONG partenaires étaient les principaux fournisseurs de services de base, dont les soins de santé et l'instruction. L'éloignement des camps et le manque de présence gouvernementale n'ont pas permis aux services de police et aux tribunaux d'accéder à ces lieux. D'autres réfugiés, demandeurs d'asile et migrants ont eu accès aux services gratuits dispensés par les hôpitaux publics. Le gouvernement a autorisé les réfugiés mineurs de fréquenter l'école mais tant les réfugiés que les organisations internationales ont indiqué que les enfants ont connu des difficultés lorsqu'ils tentaient de s'intégrer au système éducatif. De nombreux migrants africains ont eu des difficultés causées par les obstacles linguistiques, par l'isolation en résultant et par l'absence d'informations sur les services à leur disposition.

Solutions durables : Le gouvernement a généralement refusé que les réfugiés venus de l'étranger se réinstallent dans le pays. Les réfugiés sahraouis n'ont pas demandé de s'intégrer à la société locale ou à être naturalisés durant les 40 années vécues dans les camps de réfugiés près de Tindouf. Par ailleurs, leur gouvernement en exil, le Front Polisario, a continué d'appeler à un référendum sur l'indépendance au Sahara occidental.

Protection temporaire : Le droit ne prévoit officiellement aucune protection temporaire mais, officieusement, les autorités ont effectivement fourni une protection temporaire à des groupes comme les Syriens et les Maliens. Le gouvernement a continué sa pratique consistant à refuser d'expulser des migrants qui exprimaient une crainte crédible de retourner dans leur pays d'origine en raison de l'instabilité politique. Le gouvernement a exprimé sa préoccupation quant au nombre croissant de migrants qui, tentant de bénéficier du régime de protection que leur offrirait une demande d'asile, ne pouvaient pas pour autant réunir les conditions requises pour obtenir un tel statut.

Section 3. Respect des droits politiques : Le droit des citoyens de changer leur gouvernement

La Constitution établit que « [l]e peuple choisit librement ses représentants », mais ne prévoit pas expressément que les citoyens peuvent changer leur gouvernement au moyen d'élections libres et justes. Les limites imposées à la liberté de réunion et d'association ainsi que les restrictions frappant les activités des partis politiques ont considérablement entravé l'activité des groupes d'opposition avant les élections. Aux dires de certains, l'homme de la rue manquait d'influence dans le choix de son gouvernement et de nombreux électeurs choisissaient de ne pas exercer leur droit de vote. Les électeurs qui soutenaient des partis politiques d'opposition le faisaient rarement en public par crainte de faire l'objet d'intimidations et de représailles.

Élections et participation politique

La Constitution exige la tenue d'élections présidentielles tous les cinq ans et le nombre des mandats présidentiels n'est pas limité. Le ministère de l'Intérieur exerce un contrôle sur les processus électoraux et le scrutin. Il n'existe pas de commission électorale indépendante.

Élections récentes : Les élections présidentielles en Algérie ont eu lieu le 17 avril et le président Abdelaziz Bouteflika a été réélu pour un quatrième mandat. En dépit du fait qu'il n'ait pas fait campagne personnellement, Bouteflika a recueilli environ 81 % des suffrages exprimés tandis que son principal rival et ancien Premier ministre, Ali Benflis, a remporté la deuxième place avec à peine plus de 12 % des suffrages exprimés. Le candidat le plus jeune, Abdelaziz Belaïd, est arrivé en troisième place, recueillant environ 3 % des suffrages exprimés. La seule femme candidate et chef du Parti des travailleurs, Louisa Hanoune, a remporté la quatrième place et recueilli un peu plus de 1 % des suffrages.

Plusieurs centaines d'observateurs internationaux des élections dépêchés par les Nations Unies, la Ligue arabe, l'Union africaine et l'Organisation de la coopération islamique ont suivi le scrutin, que les observateurs étrangers ont décrit comme ayant été essentiellement pacifique tout en signalant toutefois le faible taux de participation électorale et la proportion élevée de bulletins nuls. *El Watan*, un quotidien à grand tirage favorable à l'opposition, a rapporté que près de 10 % des suffrages exprimés étaient nuls. Le ministère de l'Intérieur n'a pas fourni les listes électorales aux observateurs.

Le 22 avril, le président du Conseil constitutionnel, Mourad Medelci, a annoncé que le taux de participation aux élections approchait les 51 %, un chiffre largement inférieur au taux à peine supérieur à 74 % enregistré durant les élections présidentielles de 2009. Sur une population d'environ 37 millions de personnes et 23 millions d'électeurs inscrits, 12 millions de personnes ont voté, selon les estimations, dans 50 000 bureaux de vote. Selon les responsables gouvernementaux, la province de Relizane dans l'ouest du pays a enregistré le plus fort taux de participation avec 82 % tandis que dans les régions berbères de Tizi Ouzou et de Bejaia respectivement, ce taux était de 20 % et d'environ 23 %. À Alger, le taux de participation officiel était de 37 % selon les estimations.

Ali Benflis a rejeté les résultats du scrutin et annoncé que celui-ci était entaché d'irrégularités. Il a interjeté appel devant le Conseil constitutionnel mais a été débouté de sa demande. Une coalition de partis d'opposition séculiers et islamiques ont boycotté l'élection, décrivant le processus comme étant une mascarade et maintenant que le président Bouteflika n'était pas apte à concourir pour des raisons de santé. Plusieurs candidats se sont retirés des élections, les résultats de celles-ci étant, selon eux, donnés d'avance.

Le mouvement de protestation Barakat a organisé des manifestations pacifiques à travers le pays. Durant un rassemblement à Alger le 16 avril, la police anti-émeutes a battu des dizaines de manifestants de Barakat.

Partis politiques et participation politique : Le ministère de l'Intérieur doit agréer les partis politiques avant que ceux-ci puissent fonctionner légalement.

Le gouvernement a exercé une influence indue sur les médias et employé des fonds publics aux fins de campagne. Les forces de sécurité ont recouru à la violence pour disperser des rassemblements organisés par des partis d'opposition et ont limité le droit de s'organiser. Les autorités ont empêché la société civile de participer aux

activités d'observation des élections en refusant de lui donner l'agrément nécessaire.

Aux termes de la Constitution, tous les partis doivent avoir une « base nationale », c'est-à-dire que chaque parti doit avoir reçu 4 % des voix ou au moins 2 000 voix dans 25 provinces lors de l'une des trois dernières élections législatives pour pouvoir participer aux élections nationales, ce qui rend très difficile la création de nouveaux partis politiques. Il est illégal que les partis soient fondés sur la religion, l'ethnicité, le sexe, la langue ou la région.

La loi n'impose pas de restrictions notables à l'inscription des électeurs, mais l'application des lois relatives à l'inscription et à l'identification des électeurs s'est révélée peu cohérente et a été source de confusion lors des élections ayant eu lieu au cours de l'année.

L'appartenance au Front islamique du salut, parti politique interdit en 1992, est demeurée illégale. La loi interdit également les liens entre les partis politiques et les associations apolitiques et régit le financement des partis et les exigences en matière de déclaration. Elle interdit de même aux partis politiques de recevoir des appuis financiers ou matériels directs ou indirects de partis étrangers. Elle précise aussi que les ressources doivent provenir de contributions des membres du parti, de dons et de recettes des activités du parti, en sus d'un éventuel financement de l'État.

Les groupes et les particuliers tentant officiellement de constituer de nouveaux partis politiques, dont le mouvement Pôle du changement fondé par Ali Benflis mais non reconnu, ont rapporté qu'au mois de décembre, le ministère de l'Intérieur ne leur avait pas délivré d'autorisation de fonctionner légalement bien qu'ils aient déposé toutes les pièces nécessaires.

Participation de femmes et des minorités : La loi exige que le gouvernement promeuve les droits politiques des femmes en encourageant l'augmentation de la représentation féminine au sein des assemblées élues. Cette loi exige que 30 % de tous les candidats inscrits sur les listes électorales soient des femmes. En conséquence, sur les 462 candidats élus au parlement en 2012, 147 étaient des femmes, le taux de représentation de celles-ci passant ainsi de 8 % en 2007 à 31 %.

Sept femmes faisaient partie du cabinet, titulaires des portefeuilles de l'éducation nationale, des télécommunications, de la culture, de l'environnement, de la solidarité nationale, du tourisme et de l'artisanat. De plus, le chef du Parti des

travailleurs était une femme. Sur les 1 514 maires que compte le pays, quatre étaient des femmes.

Les personnes handicapées ont fait part de difficultés rencontrées au moment du scrutin en raison du fait que les bureaux de vote étaient dépourvus d'installations leur étant accessibles.

La population ethnique amazighe (berbère) d'environ 10 millions de personnes a participé librement et activement au processus politique et représentait plus d'un tiers du gouvernement.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales de deux à 10 ans de prison pour cause de corruption officielle ; toutefois, dans l'ensemble, le gouvernement n'a pas effectivement appliqué la loi. La corruption, citée dans les données de la Banque mondiale sur la gouvernance et l'indice de corruption publié par Transparency International, a continué de poser problème.

Corruption : Bien que de nombreuses organisations participent à la lutte contre la corruption, l'Office central de répression de la corruption est l'organisme public principalement chargé de la question. En juillet, un décret présidentiel a transféré ce service, qui relevait jusque-là du ministère des Finances, pour le placer sous l'autorité du ministère de la Justice. Cet office est chargé d'examiner les cas que lui renvoient l'Inspection générale des Finances, la Direction générale des douanes et les forces de l'ordre. L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption établi en 2006 remplit une fonction de conseil et de prévention au regard de la corruption.

Selon les médias, les autorités ont retiré les accusations portées contre l'ancien ministre de l'Énergie, Chekib Khelil, en août 2013 en raison d'un « vice de procédure ». Bien que le gouvernement n'ait pas publiquement confirmé cette information, au mois de décembre, Khelil avait disparu de la base de données des personnes recherchées par Interpol. Les autorités avaient inculpé l'ancien ministre, sa femme et leurs deux fils pour leur présumée participation dans un scandale de pots-de-vin impliquant la compagnie pétrolière nationale Sonatrach. Les charges ont été maintenues contre la femme et les enfants de Khelil. Au mois de décembre, le gouvernement n'avait pas introduit de nouvelle action en justice contre lui.

La corruption dans toute la fonction publique provenait en grande partie de l'hypertrophie administrative et d'un manque de supervision transparente. Les dispositions des contrats de l'État relatifs au logement, en particulier, n'ont souvent pas été appliquées et, en conséquence, les logements subventionnés par l'État étaient souvent de qualité inférieure aux normes.

La Commission nationale consultative de promotion et de protection des droits de l'homme (CNCPPDH), un organisme public de défense des droits de l'homme, a déclaré dans son rapport annuel de 2013 que la pratique de la corruption avait atteint une envergure alarmante. Ce rapport a recommandé que la loi sur la lutte contre la corruption soit perfectionnée car, en l'état, elle n'était pas efficace.

Le gouvernement a refusé la requête déposée par l'organisme indépendant dénommé Association algérienne de lutte contre la corruption, qui souhaitait organiser le 9 décembre une activité en commémoration de la Journée internationale de lutte contre la corruption.

Divulgarion de renseignements financiers : La loi exige que les agents publics fassent une déclaration de patrimoine durant le mois de leur entrée en fonctions, en cas de changement considérable dans leur patrimoine durant l'exercice de leurs fonctions et à la cessation de service. Rares sont les agents publics qui ont fait une déclaration publique de patrimoine et la loi n'a pas été appliquée. Le 1^{er} mars, après avoir confirmé sa candidature aux élections présidentielles, le président Bouteflika a fait une déclaration publique de patrimoine. Selon ce document, il est propriétaire d'un appartement, de deux véhicules et de deux maisons. Cette déclaration ne faisait pas état de la totalité de ses actifs financiers.

Accès du public à l'information : Le manque de transparence du gouvernement est demeuré un problème grave. La plupart des ministères possédaient un site web qui n'était pas toujours actualisé régulièrement.

Commerce illicite de ressources naturelles : En raison du prix modique de l'essence, qui est subventionnée, la contrebande de ce produit a constitué un problème croissant. Au mois de juillet, les autorités ont saisi environ 490 000 litres d'essence, contre 318 000 litres en 2013. Selon les services de sécurité, les réseaux de contrebande de carburant ont souvent exploité de jeunes chômeurs habitant les villes pauvres de la frontière pour faire passer clandestinement du carburant au Maroc, au Mali, au Niger, en Lybie et en Tunisie. Pour lutter contre ce commerce illicite, les autorités ont creusé des tranchées, érigé des barrières et régulièrement perquisitionné des résidences privées et des entrepôts situés aux abords de la

frontière. Les services de sécurité et les autorités douanières ont également mené des patrouilles motorisées avec l'aide ponctuelle d'hélicoptères qui ont abouti à la saisie de grandes quantités de carburant.

Section 5. Attitude du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales portant sur des violations présumées des droits de l'homme

Plusieurs groupes algériens de défense des droits de l'homme ont fonctionné avec des limites imposées par les pouvoirs publics et la coopération de ceux-ci, à des degrés variables toutefois. La loi exige que toutes les associations civiles demandent la permission de mener leurs activités ; toutefois, à la fin de l'année, quelques grandes associations civiles (notamment SOS Disparus) n'avaient toujours pas été agréées mais étaient tolérées.

Amnesty International, Human Rights Watch et d'autres organisations internationales ont fait état de difficultés et de longs retards dans les procédures de délivrance de visas permettant de séjourner et de travailler dans le pays.

La LADDH, ONG reconnue par la loi, comptant des membres à travers le pays et financée par des sources indépendantes, était le groupe indépendant de défense des droits de l'homme le plus actif. La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), de taille plus modeste, était une organisation distincte mais elle aussi agréée ; son siège était à Constantine et ses membres assuraient la surveillance de cas individuels dans tout le pays.

Durant l'année, la LADDH a affirmé que des membres de plusieurs de ses antennes à travers le pays avaient fait l'objet d'intimidations, de harcèlements, de détentions arbitraires et de surveillance électronique de la part des forces de sécurité.

Les Nations Unies et d'autres organismes internationaux : Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a présenté un rapport détaillé au gouvernement (voir la section 1.b.). Le pays a rejoint le Conseil des droits de l'homme en janvier mais les autorités n'ont pas accepté les visites du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture ou du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et ce, malgré des demandes répétées. Le gouvernement a continué de rejeter les demandes de visite des rapporteurs spéciaux de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires (émises la première fois en 1998), sur la protection des droits de l'homme dans la lutte

antiterroriste (émises la première fois en 2006) et sur la détention arbitraire (émises la première fois en 2009).

Organismes publics de défense des droits de l'homme : Le CNCPPDH, une institution publique, remplit une fonction consultative auprès du gouvernement et publie chaque année un rapport sur la situation des droits de l'homme dans le pays. Au mois d'août, un rapport public a établi que les principales préoccupations de la commission étaient la discrimination contre des membres de la presse privée, l'impossibilité pour les journalistes d'accéder à l'information et de protéger leurs sources ainsi que le retard du pouvoir législatif à publier des informations disponibles depuis 2013. Ce rapport a également indiqué que le chômage, les insuffisances dans les soins de santé et l'éducation ainsi que les lenteurs administratives dans le secteur public constituaient des obstacles notables que le gouvernement devrait surmonter pour améliorer les droits de l'homme.

Section 6. Discrimination, abus sociétaux et traite des personnes

La Constitution interdit la discrimination fondée sur la naissance, la race, le sexe, la langue et le statut social. Le gouvernement a fait respecter ces dispositions dans les faits, bien que les femmes se heurtent toujours à certaines formes de discrimination sociale et juridique.

Femmes

Viol et violence domestique : Des cas de viol conjugal et non conjugal se sont produits. Le viol non conjugal est illégal ; le viol conjugal n'est pas mentionné par la loi. Les peines de prison pour viol non conjugal vont de un à cinq ans et les autorités ont généralement appliqué la loi. Pour les femmes, le dépôt de plaintes de viol et de violence sexuelle a continué d'être entravé par des obstacles judiciaires et de nombreuses femmes n'ont pas déclaré avoir été violées en raison de pressions exercées par la société et de problèmes administratifs rencontrés en vue d'obtenir une condamnation.

La violence conjugale était répandue. La loi stipule qu'une personne doit être frappée d'invalidité pendant 15 jours et qu'une femme déclarant avoir subi des violences domestiques doit se faire examiner par un médecin légiste pour documenter les blessures. La loi prévoit également que celui-ci doit délivrer un certificat d'invalidité qui atteste des blessures et que la victime doit présenter alors aux autorités pour servir de base à la plainte au criminel.

Selon le réseau Wassila, une ONG locale de sensibilisation à la violence à l'égard des femmes et des enfants, dans 80 % des cas d'agressions sexuelles subies par des femmes, l'agresseur faisait partie de la famille de la victime.

Mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E) : Bien que la loi n'interdise pas précisément cette pratique, il n'y a eu aucun rapport faisant état de celle-ci ou d'efforts déployés par les pouvoirs publics pour en prévenir l'occurrence durant l'année.

Harcèlement sexuel : Le harcèlement sexuel est puni d'une peine d'un à deux ans de prison et d'une amende de 50 000 DZD à 100 000 DZD (de 625 à 1 250 dollars É.-U.) ; la peine est doublée en cas de récidive. La majorité des cas signalés se sont produits sur les lieux de travail.

En juin, la CNCPPDH, agissant en coordination avec la Fondation nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche, a publié les résultats d'une enquête révélant que 66 % des femmes travaillant dans le secteur public et 40 % des étudiantes avaient affirmé avoir fait l'objet de harcèlement sexuel. L'enquête a interrogé environ 4 000 femmes.

Droits génésiques : Le gouvernement n'a pas imposé de restrictions au droit des couples et des personnes à décider du nombre de leurs enfants et du moment et de l'espacement de leurs naissances. Des éléments conservateurs de la société ont remis en cause le programme public de planification familiale, dont la fourniture de contraceptifs gratuits. Les femmes mariées et célibataires avaient accès aux contraceptifs en dépit de certains rapports affirmant que des pharmaciens refusaient de vendre ces produits aux femmes célibataires. Selon un article d'Algérie Presse Service paru en juin, 61 % des femmes utilisaient un contraceptif quelconque, dont 46 % des pilules anticonceptionnelles et plus de 4 % des dispositifs intra-utérins.

Les pressions exercées par la société et la famille ont entravé l'aptitude des femmes à prendre des décisions indépendantes concernant leur santé et leurs droits génésiques.

Discrimination : La Constitution reconnaît l'égalité des sexes ; toutefois, de nombreux aspects du droit et des pratiques sociales traditionnelles étaient discriminatoires à l'égard des femmes. En outre, les extrémistes religieux préconisaient des pratiques qui imposaient des limites au comportement des femmes, notamment en matière de liberté de mouvement. Dans certaines régions

rurales, les femmes étaient exposées à des pressions sociales extrêmes les poussant à porter le voile en tant que condition préalable de l'exercice de la liberté de mouvement et de l'emploi. La loi contient des éléments traditionnels du droit islamique. Elle interdit aux femmes musulmanes d'épouser des non-musulmans, bien que cette règle n'ait pas toujours été appliquée par les autorités. Les hommes musulmans peuvent épouser des non-musulmanes. Une femme peut épouser un étranger et transmettre de droit la citoyenneté et la nationalité à ses enfants et à son conjoint.

Les femmes peuvent demander le divorce pour cause de différences inconciliables et de violation de l'accord pré-nuptial. En cas de divorce, la femme peut conserver le domicile familial jusqu'à ce que les enfants atteignent l'âge de 18 ans. La garde des enfants est normalement attribuée à la mère, mais celle-ci ne peut prendre de décisions relatives à leur éducation ou emmener ses enfants à l'étranger sans l'autorisation du père. Les femmes avaient plus de chances de conserver le domicile familial si elles obtenaient la garde des enfants.

La loi reconnaît la pratique islamique qui permet à un homme d'épouser jusqu'à quatre femmes. Par ailleurs, selon la loi, la polygamie n'est autorisée que sur accord de la première épouse et si un juge détermine que le mari peut prendre financièrement à charge une épouse supplémentaire. La prévalence de cette pratique a chuté par rapport aux années précédentes, lorsqu'elle était observée dans 1 à 2 % des mariages. Il n'a pas été établi avec certitude que les autorités ont appliqué la loi dans tous les cas.

Les amendements de la loi l'emportent sur les prescriptions de la charia relatives au consentement d'un tuteur mâle au mariage d'une femme. Le tuteur représente la femme lors de la cérémonie religieuse ou civile. Bien que ces conditions aient été officiellement retenues, et que le tuteur continue de contracter le mariage, la femme peut choisir l'homme qu'elle souhaite pour jouer ce rôle. Certaines familles ont imposé aux femmes un test de virginité pré-nuptial.

Les femmes ont souffert de discrimination en matière d'héritage. Elles avaient droit à une part des biens inférieure à celle des enfants de sexe masculin ou des frères de leur mari défunt. Les femmes n'avaient pas souvent le contrôle exclusif des biens qu'elles ont apportés en se mariant ou qu'elles ont acquis par elles-mêmes. Les femmes mariées peuvent contracter des emprunts commerciaux et utiliser leurs propres ressources financières. Les femmes jouissent de droits égaux à ceux des hommes concernant la propriété et le nom des femmes propriétaires de biens fonciers est inscrit sur le titre de propriété.

Les femmes ont fait l'objet d'une discrimination en matière d'emploi. Les responsables d'associations féminines ont signalé que les violations fondées sur la discrimination étaient fréquentes et que les femmes avaient moins de chances d'être payées autant que les hommes à travail égal ou d'être promues. Dans les zones urbaines, les femmes étaient socialement encouragées à poursuivre des études supérieures ou à avoir une carrière. Les filles avaient un taux de réussite au baccalauréat plus élevé que les garçons.

Selon une étude publiée en mai par l'Office national des statistiques, les femmes représentaient environ 16 % des travailleurs. Inversement, en moyenne, le taux de chômage national en 2013 atteignait presque 10 % contre plus de 29 % chez les femmes. En dépit d'une forte augmentation du nombre de femmes au travail, la part de femmes accédant à des postes de responsabilité est demeurée limitée à 9 %. Les femmes étaient présentes à tous les échelons de l'appareil judiciaire et le gouvernement a employé de plus en plus d'agents de police de sexe féminin pour aider les femmes se plaignant de maltraitance. Les femmes peuvent avoir leur propre entreprise, passer des contrats et poursuivre des carrières semblables à celles des hommes. Malgré la protection leur ayant été accordée par le droit, les femmes ont rencontré des difficultés en matière d'affaires et d'accès au crédit.

Enfants

Enregistrement des naissances : La citoyenneté et la nationalité sont transmises aux enfants par la mère ou par le père. En vertu de la loi, les enfants nés d'un père musulman sont musulmans, quelle que soit la religion de la mère.

Éducation : L'enseignement était gratuit et universel jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire et la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans. Les filles et les garçons étaient traités et scolarisés à égalité dans l'ensemble du système d'éducation.

Selon des estimations de l'UNESCO, en maintenant ses efforts, le gouvernement était en passe d'atteindre 95 % de scolarisation de niveau primaire en 2015.

Maltraitance d'enfants : La maltraitance des enfants est illégale, mais elle a continué de poser problème. Les experts, se fondant sur la réticence des familles, estimaient que beaucoup de cas n'étaient pas déclarés. Adberahmane Arrar, directeur du Réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant, a déclaré que la ligne verte de cette ONG a reçu plus de 16 000 appels à l'aide entre juin 2013 et

mai. Sur la totalité de ces appels, 4 787 étaient en rapport avec la maltraitance et l'exploitation économique d'enfants, 2 465 avec un conflit familial (divorce et garde des enfants), 913 avec des sévices sexuels (agression sexuelle, viol et inceste impliquant des mineurs) et 645 avec la prostitution d'enfants.

Le 15 décembre, Kheira Messaoudène, commissaire divisionnaire, chef du bureau national de la protection de l'enfance et de la délinquance juvénile à la direction de la Police judiciaire, a déclaré lors d'un séminaire sur la violence familiale que les autorités avaient constaté 5 220 cas de violence contre les enfants et 173 cas d'enlèvements d'enfants durant les neuf premiers mois de l'année.

L'enlèvement quel qu'en soit le motif est un crime. Les lois interdisant le rapt d'enfants par les parents ne prévoient pas de sanctions différentes selon qu'il s'agit du père ou de la mère. En janvier, une nouvelle loi a aggravé les peines encourues par les ravisseurs condamnés, qui incluent désormais la peine de mort.

Mariage précoce et forcé : L'âge légal pour contracter mariage est de 19 ans pour les hommes comme pour les femmes. La loi interdit aux tuteurs légaux de contraindre tout mineur dont ils ont la garde de se marier contre sa volonté.

Des statistiques de 2006 du Fonds des Nations Unies pour la population révèlent que 8 % des femmes âgées de 25 à 49 ans avaient été mariées à l'âge de 18 ans ou avant.

Mutilations génitales féminines/excisions (MGF/E) : Bien que la loi n'interdise pas précisément cette pratique, il n'y a eu aucun rapport faisant état de celle-ci ou d'efforts déployés par les pouvoirs publics pour en prévenir l'occurrence durant l'année.

Exploitation sexuelle des enfants : La loi interdit le racolage en vue de la prostitution et prévoit des peines de 10 à 20 ans de prison lorsque le délit est commis à l'encontre d'un enfant mineur de moins de 18 ans. En vertu de la loi, l'âge minimum des relations sexuelles consenties est de 16 ans. Le viol de mineur est passible de 10 à 20 ans de prison. De plus, elle prévoit que tout homme accusé d'avoir violé une mineure ne peut être poursuivi en justice s'il épouse légalement la victime. Les autorités ont rarement rendu une telle décision. La loi interdit la pornographie et prévoit des peines de deux mois à deux ans de prison ainsi que des amendes pouvant atteindre 2 000 DZD (25 dollars É.-U.) pour les contrevenants.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants, adoptée à La Haye en 1980. Pour des informations détaillées sur le pays, voir <http://travel.state.gov/content/childabduction/english/country/Algeria.html>.

Antisémitisme

La population juive du pays comptait moins de 1 000 personnes, y compris les personnes ayant la double nationalité. Selon des dirigeants de la communauté juive du pays, ce nombre serait de quelques centaines seulement. Les médias n'ont pas publié de dessins animés réputés péjoratifs ou d'articles visant directement la communauté juive mais le conflit à Gaza a donné lieu à quelques billets antisémites publiés en ligne par des particuliers, souvent sur Facebook.

Des dirigeants juifs ont signalé que la communauté juive a rencontré des difficultés à caractère officieux et pour des motifs religieux en matière d'accès à la fonction publique et des difficultés d'ordre administratif dans ses échanges avec les instances publiques.

En juillet, le ministre des Affaires religieuses, Mohamed Aissa, a déclaré que le gouvernement avait l'intention de rouvrir des synagogues à Alger. (Le gouvernement avait fermé toutes les synagogues dans les années 1990 en raison de plusieurs meurtres de personnalités au sein de la communauté juive.) Le 21 juillet, la police a appréhendé des dizaines de salafistes qui marchaient en signe de protestation. Au mois de décembre, aucune synagogue n'avait officiellement ouvert ses portes.

Traite des personnes

Veillez consulter le rapport sur la traite des personnes du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La loi interdit la discrimination à l'encontre des personnes handicapées en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins de santé ou de prestation d'autres services publics, bien que le gouvernement n'ait pas fait appliquer efficacement ces dispositions. Les personnes handicapées faisaient l'objet d'une discrimination sociale généralisée. Rares étaient les bâtiments de l'administration publique accessibles aux personnes handicapées. Les entreprises publiques, en réduisant

leurs effectifs, n'ont généralement pas tenu compte de la loi qui exige que 1 % des emplois soient réservés à des handicapés. La sécurité sociale remboursait le prix des appareils orthopédiques. Le ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme a fourni des aides financières aux ONG de la santé ; toutefois, pour bon nombre d'organisations, ce soutien financier ne représentait qu'environ 2 % de leur budget.

Selon des statistiques publiques parues en 2013, il y avait dans le pays deux millions de personnes handicapées, consistant principalement de personnes appartenant aux catégories des « malades chroniques » ou « autres » (38 % et 30 % respectivement). Ces chiffres comprenaient les personnes inscrites dans les registres publics, dont les personnes recevant une pension pour invalidité. Le gouvernement a distribué une pension mensuelle allant de 3 000 DZD à 4 000 DZD (de 38 à 50 dollars É.-U.) aux handicapés inscrits. Seuls ceux percevant des revenus inférieurs à 20 000 DZD (250 dollars É.-U.) par mois avaient droit à cette allocation.

Toutefois, selon la Fédération algérienne des associations de handicapés moteurs, le pays comptait trois millions de personnes handicapées. Le gouvernement estimait que 44 % des personnes handicapées présentaient une forme quelconque de handicap moteur, 32 % des difficultés de communication et 24 % un handicap visuel.

En avril, le ministère de la Solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme a installé le Conseil national des personnes handicapées pour donner suite à un décret présidentiel paru en 2006. Cet organe consultatif est chargé d'étudier des dossiers comme l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'autisme et la scolarisation des enfants handicapés.

De nombreuses personnes handicapées ont rencontré des difficultés au moment du scrutin en raison du fait que les bureaux de vote étaient dépourvus d'installations leur étant accessibles.

Actes de violence, discrimination et autres abus basés sur l'orientation et l'identité sexuelles

La loi criminalise les relations sexuelles publiques et consensuelles entre homosexuels de sexe masculin ou féminin et prévoit des peines incluant l'emprisonnement allant de six mois à trois ans ainsi qu'une amende entre 1 000 et 10 000 DZD (entre 13 et 125 dollars É.-U.). Si un mineur est impliqué, le

contrevenant adulte est passible de sanctions pouvant aller jusqu'à trois ans de prison et 10 000 DZD (125 dollars É.-U.) d'amende. La loi impose par ailleurs des sanctions comprenant des peines de prison de deux mois à deux ans et des amendes de 500 à 2 000 DZD (de 6 à 25 dollars É.-U.) pour toute personne condamnée pour « acte homosexuel ».

Les militants LGBT ont rapporté que l'imprécision de la loi caractérisant les « actes homosexuels » et les « actes contre nature » a donné lieu à des accusations démesurées qui, durant l'année, ont abouti à plusieurs arrestations pour des relations homosexuelles mais à aucune poursuite officielle.

Les LGBT ont fait l'objet de discrimination sociétale. Alors que certains LGBT vivaient ouvertement en tant que tels, ce n'était pas le cas de la vaste majorité, par crainte de représailles de la part de leur famille ou de harcèlement par les autorités. Certains d'entre eux ont reçu de violentes menaces et se sont crus obligés de fuir le pays. En avril, un membre connu de la communauté LGBT a été contraint de démissionner de son poste et est resté en Europe plusieurs mois avant de revenir au pays. Un autre militant a quitté le pays en même temps et, en octobre, attendait que sa demande d'asile en France soit acceptée.

Des membres de la communauté LGBT ont rapporté une augmentation du nombre d'articles injurieux et péjoratifs dans la presse qui dénonçaient précisément les pratiques LGBT. Des militants ont rapporté que des membres de la communauté LGBT ont refusé de dénoncer des cas de sévices à caractère homophobe et des viols par crainte des représailles de la part des autorités. Ils ont également fait part des difficultés dans l'accès aux services de santé en raison du fait que le personnel médical traitait souvent les patients LGBT de manière « non professionnelle ». Les membres de cette communauté ont également fait part des difficultés rencontrées pour obtenir des services juridictionnels en raison d'une discrimination similaire.

Abu Nawas, un groupe local de défense des LGBT basé à Alger, a continué ses activités de plaidoyer sur Internet au nom de cette communauté. Alouen, une association LGBT basée à Oran, a continué de diffuser des podcasts sur le thème LGBT par le biais de ses pages sur Facebook et YouTube.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Le VIH-sida était largement considéré comme une maladie honteuse. Le gouvernement a continué de proposer un traitement antirétroviral gratuit à toute personne qui pouvait en bénéficier. Les nouvelles infections par VIH chez les

enfants ont été pratiquement éliminées. De nombreux centres proposaient des services gratuits de dépistage du VIH-sida. La forte stigmatisation sociale à l'encontre des personnes LGBT, des travailleurs du sexe et des toxicomanes a dissuadé le dépistage au sein de ces groupes. Environ la moitié des femmes mariées ou célibataires du pays auraient recouru aux préservatifs pour éviter une infection.

En avril, le sous-directeur pour le ministère de la Santé, de la population et de la réforme hospitalière annonçait que 600 nouveaux cas de sida étaient enregistrés chaque année. Selon des estimations officielles, en décembre 2013, il y avait environ 8 200 personnes vivant avec le VIH-sida, tandis le rapport annuel 2013 du Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida (ONUSIDA) portait à 25 000 le nombre de personnes vivant avec le VIH-sida, dont 1 000 étaient des mineurs de moins de 15 ans.

La société a continué de stigmatiser les personnes vivant avec le VIH-sida. Adel Zeddam, le coordonnateur national pour le programme ONUSIDA, a critiqué plusieurs sources médiatiques en mai qui associaient la prévalence accrue du VIH-sida dans le pays à l'augmentation du nombre de migrants d'Afrique subsaharienne. Il a signalé qu'il n'existait « aucun lien de causalité entre migration et infection au VIH » et que ces déclarations étaient à tout autre égard « sans fondement ».

Autres formes de violence ou discrimination sociale

Les forces de sécurité n'ont pas réussi à empêcher la violence intracommunautaire et à intervenir convenablement lors des troubles qui ont frappé la ville de Ghardaïa, située à 600 km au sud d'Alger, et qui ont repris en décembre 2013. La violence qui a éclaté entre deux communautés distinctes sur les plans religieux et ethnique, les Mozabites (berbères) et les Malékites (arabes) a causé la mort de 13 personnes et des blessures chez des centaines d'autres au cours d'une période de plusieurs mois. En février, le gouvernement a déployé plus de 3 000 gendarmes et agents de police pour étouffer le conflit. Selon des médias indépendants, l'incapacité ou le manque de volonté des forces de sécurité vis-à-vis de la prévention de nouvelles violences et de la destruction de biens dans ces communautés ont exacerbé le conflit.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit de négociation collective

Selon la Constitution, les travailleurs ont le droit de rejoindre et de constituer des syndicats de leur choix à condition qu'ils soient de nationalité algérienne. Le pays a ratifié les conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur la liberté d'association et le droit de négociation collective mais n'a pas promulgué les lois nécessaires pour une mise en œuvre intégrale de ces conventions.

La loi exige que les travailleurs obtiennent l'assentiment des pouvoirs publics pour constituer un syndicat et le ministère du Travail doit approuver ou rejeter toute demande de formation de syndicat dans les 30 jours. Elle prévoit aussi la création de syndicats indépendants, dont les membres doivent toutefois constituer au moins 20 % des employés d'une entreprise. Bien que les syndicats aient le droit de former et de rejoindre des fédérations ou confédérations, le gouvernement ne reconnaissait que l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui représentait la majorité des travailleurs du secteur public. Les syndicats peuvent recruter leurs membres sur leurs lieux de travail. La loi interdit aux employeurs d'appliquer des mesures discriminatoires à l'encontre des membres et des organisateurs des syndicats et prévoit des mécanismes pour donner suite aux plaintes déposées par les syndicats pour dénoncer les pratiques antisyndicales d'un employeur.

La loi autorise les syndicats à s'affilier à des organismes syndicaux internationaux et à entretenir des relations avec des groupes syndicaux étrangers. Par exemple, l'UGTA est membre de la Confédération internationale des syndicats libres. Toutefois, la loi interdit aux syndicats de s'associer à des partis politiques et de recevoir des fonds de sources étrangères. Les tribunaux ont le droit de dissoudre les syndicats qui mènent des activités illicites. Le gouvernement peut invalider le statut officiel d'un syndicat si les autorités jugent que ses objectifs sont incompatibles avec le système institutionnel établi, l'ordre public, les bonnes mœurs, les lois ou la réglementation en vigueur.

La loi stipule que tous les syndicats peuvent entreprendre des négociations collectives et le gouvernement a autorisé les syndicats agréés à exercer ce droit. Toutefois, l'UGTA est demeuré le seul syndicat autorisé à négocier des accords de convention collective.

La loi reconnaît le droit de grève et les travailleurs ont exercé ce droit, sous réserve de certaines conditions. Pour faire grève, la totalité des effectifs doit voter à bulletin secret et le gouvernement peut limiter les grèves en invoquant divers motifs, notamment la crise économique, l'obstruction de services publics ou la possibilité d'actions subversives. De plus, toutes les manifestations publiques, y inclus les protestations et les grèves, sont sujettes à l'obtention de l'autorisation

préalable du gouvernement. Selon la loi, les travailleurs ne peuvent faire grève qu'après 14 jours de conciliation ou de médiation obligatoire. Il est arrivé que le gouvernement propose ses services de médiateur. La loi prévoit que les décisions issues des médiations ont force obligatoire à l'égard des deux parties. Si la médiation n'aboutit pas à un accord, les travailleurs peuvent faire grève légalement après en avoir décidé par un vote à bulletin secret. La loi exige qu'un niveau minimum de services publics soit maintenu durant les grèves du secteur public. L'OIT a noté que la liste des services essentiels était longue et qu'elle comprenait des services tels que les banques et la radiodiffusion. Cette organisation a émis des préoccupations concernant les sanctions qu'elle considérait excessives, allant de huit jours à deux mois de prison, imposées par le gouvernement à des travailleurs participant à des grèves pacifiques.

Aucun nouveau syndicat indépendant n'a été constitué au cours de l'année. De nombreux syndicats n'ont pas été reconnus, le gouvernement ayant fait obstacle à leurs tentatives d'enregistrement. Les tentatives de la part de nouveaux syndicats de former des fédérations ou des confédérations ont été entravées également par des manœuvres administratives qui retardaient le traitement des demandes d'inscription. Le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), qui fonctionne sans agrément officiel, a continué, en vain, de tenter de constituer des syndicats indépendants. Le gouvernement n'a pas autorisé le SNAPAP à s'enregistrer en tant que confédération nationale, l'empêchant ainsi d'établir une confédération indépendante multisectorielle qui engloberait les employés du secteur privé. Le SNAPAP et d'autres syndicats indépendants se sont heurtés à l'ingérence du gouvernement tout au long de l'année, notamment sous forme d'obstacles officiels opposés à la tenue des assemblées générales et de harcèlement par la police lors de sit-ins. Par ailleurs, il n'existait pratiquement pas de syndicats dans les multinationales, en particulier dans le secteur de la production pétrolière et gazière, du fait de pratiques antisyndicales, de menaces et de harcèlement de la part des employeurs.

En août, le directeur du SNAPAP et le directeur et porte-parole du Syndicat national autonome des postiers ont été licenciés et ne font plus partie de la fonction publique. Le président du Syndicat autonome des travailleurs de l'électricité et gaz (SNATEG) pour le groupe Sonelgaz (société publique d'exploitation du gaz) a lui aussi été licencié et la société a réduit les salaires de 37 autres membres du SNATEG.

L'intimidation antisyndicale était pratique courante et plusieurs grèves ont été lancées par réaction au refus opposé par le gouvernement à la reconnaissance officielle de nouveaux syndicats et à sa pratique de ne traiter qu'avec l'UGTA.

Le syndicat national des travailleurs de la santé a mené de nombreuses grèves durant l'année. En raison de la diversité des intérêts parmi les différentes catégories d'employés, le gouvernement n'est pas parvenu à répondre favorablement aux revendications.

Selon le ministère du Travail, il y avait 64 syndicats agréés. Le SNAPAP a maintenu que 137 membres de syndicats, la plupart des femmes, étaient encore suspendus de leurs fonctions après une grève remontant à 2012.

Le 14 octobre, selon des témoins, environ 30 agents de police se sont organisés et ont manifesté lors d'une marche partant de la base d'El Hamiz pour arriver au quartier-général de la DGSN à Alger afin d'exprimer leur mécontentement à l'égard du directeur général de la DGSN, Abdelghani Hamel, et du refus d'accéder à leur requête visant la formation d'un syndicat de la police. Ces faits se sont produits 24 heures après une manifestation de la police dans la ville de Ghardaïa impliquant plusieurs centaines de membres d'unités anti-émeutes qui étaient en détachement dans cette ville depuis février et protestaient contre leurs conditions de travail. Bien que le gouvernement n'ait pas accédé à la demande de formation d'un syndicat de la police, les autorités ont annoncé que le gouvernement veillerait à ce que la police soit représentée à tous les niveaux des commissions et organismes participatifs.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La Constitution interdit le travail forcé ou obligatoire sous toutes ses formes; toutefois, selon des informations provenant du ministère du Travail et d'ONG, ces pratiques avaient cours. Les conditions de travail forcé existaient pour les travailleurs migrants et la loi ne protégeait pas ces derniers de façon intégrale. Les employés du bâtiment et les domestiques auraient été vulnérables. Le gouvernement n'a pas activement contribué à lutter contre ce problème.

Veillez consulter le rapport sur la traite des personnes du département d'État à l'adresse suivante : www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et âge d'admission à l'emploi

La loi interdit la participation de mineurs à des travaux dangereux, malsains ou nocifs, ou à des travaux jugés inadéquats en raison de considérations sociales et religieuses. Toutefois, elle n'établit pas d'âge minimum précis pour de tels travaux. L'âge minimum d'admission à l'emploi est de 16 ans, mais les enfants peuvent entrer en apprentissage avant cet âge avec la permission de leurs parents ou de leur tuteur. De plus, la loi n'établit pas de liste des emplois dangereux qui sont interdits aux enfants et ne couvre pas non plus le secteur informel. Environ la moitié des personnes travaillant dans le secteur informel étaient âgées de moins de 30 ans.

Malgré l'absence de données précises en la matière, des enfants auraient travaillé dans les secteurs économiques agricole et du bâtiment, dans des ateliers de mécanique et comme domestiques. De plus, les enfants s'adonnent au travail informel et peuvent faire l'objet d'exploitation sexuelle à des fins commerciales résultant de la traite des personnes. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, 5 % des enfants âgés entre cinq et 14 ans font partie de la population économiquement active.

L'application des lois sur le travail des enfants relève du ministère du Travail. Les autorités ont peu appliqué la loi. Dans certains cas, le ministère a mené des enquêtes sur des entreprises soupçonnées d'embaucher des travailleurs avant l'âge autorisé. La surveillance des pratiques en matière de travail des enfants et l'application de la législation étaient peu cohérentes et souffraient du manque d'inspecteurs.

d. Discrimination en matière d'emploi ou de profession

La loi interdit toute discrimination fondée sur l'emploi ou la profession aux motifs de la race, du sexe, du handicap, de la langue, de l'orientation ou de l'identité sexuelle, de la séropositivité, d'autres maladies transmissibles ou de la condition sociale. Le gouvernement n'a pas convenablement appliqué la loi car la discrimination aurait apparemment existé.

Le ministre du Travail a annoncé que le gouvernement n'accorderait pas de permis de travail aux migrants d'Afrique subsaharienne présents dans le pays.

e. Conditions de travail acceptables

Un contrat social tripartite intervenu en 2012 entre le secteur des affaires, les pouvoirs publics et le syndicat officiel a fixé le salaire minimum national à

18 000 DZD (225 dollars É.-U.) par mois, une somme qui ne permettait pas cependant à un salarié avec une famille d'avoir un niveau de vie convenable.

La durée de travail hebdomadaire était de 40 heures en principe, dont une heure par jour pour le déjeuner. Au-delà de cette limite, le travail était rémunéré par des primes pour heures supplémentaires sur une échelle mobile allant de l'heure et demie au double de l'heure, selon que le travail ait été effectué pendant un jour ouvrable, un week-end ou un jour férié.

La loi contient des normes relatives à la santé et à la sécurité du travail, mais celles-ci n'étaient pas pleinement appliquées. Aucun rapport n'a indiqué que des travailleurs auraient été renvoyés pour avoir refusé des conditions de travail dangereuses. Si des travailleurs sont placés dans de telles conditions, ils ont le droit de renégocier leur contrat de travail ou, si cela n'aboutit pas, d'intenter un recours en justice. Malgré l'existence de ce mécanisme juridique, la forte demande d'emplois dans le pays donnait l'avantage aux employeurs cherchant à exploiter leur personnel. Les migrants économiques originaires d'Afrique subsaharienne ou d'ailleurs qui travaillaient dans le pays sans statut légal n'étaient pas protégés par les normes du travail en vigueur, ce qui les rendait vulnérables à l'exploitation. La loi ne couvre pas de manière suffisante les travailleurs migrants qui étaient employés principalement dans le secteur du bâtiment et dans celui du personnel domestique.

Dans l'ensemble, le ministère du Travail a fait appliquer les normes du travail, y compris en veillant à la conformité avec les normes en matière de salaire minimum et de sécurité. Toutefois, l'application globale de ces normes est demeurée inefficace et insuffisante.